Rhétorique et pratique du terrain

Récit des conditions d'enquête à Libreville au Gabon

Placide Ondo

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/15314>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.15314

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 15 septembre 2006

Pagination : 597-614

ISBN : 978-2-7132-2123-1

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Placide Ondo, « Rhétorique et pratique du terrain », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 183 | 2006, mis en ligne le 01 janvier 2008, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/15314> ; DOI : 10.4000/etudesafriaines.15314

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=CEA&ID_NUMPUBLIE=CEA_183&ID_ARTICLE=CEA_183_0597

Rhétorique et pratique du terrain. Récit des conditions d'enquête à Libreville au Gabon

par PLACIDE ONDO

| Editions de l'EHESS | *Cahiers d'études africaines*

2006/3 - 183

ISSN 0008-0055 | ISBN 2713221234 | pages 597 à 614

Pour citer cet article :

—Placide Ondo , Rhétorique et pratique du terrain. Récit des conditions d'enquête à Libreville au Gabon, *Cahiers d'études africaines* 2006/ 3, 183, p. 597-614.

Distribution électronique Cairn pour Editions de l'EHESS .

© Editions de l'EHESS . Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Rhétorique et pratique du terrain

Récit des conditions d'enquête à Libreville au Gabon

L'invention du terrain¹ liée à l'avènement de l'« ethnologie de terrain » (Copans 1998 : 9) a placé les faits de langage au cœur des préoccupations de la pratique d'enquête². Le langage est d'abord perçu comme un instrument de communication dont l'apprentissage constitue un acte d'immersion en milieu enquêté, permettant de répondre au problème de l'altération de l'information auquel ethnologues et anthropologues étaient confrontés en milieu « exotique ». Pour des besoins d'observation « sur le vif », Bronislaw Malinowski apprend le motu à l'île de Mailu et le kiriwana dans les îles Trobriand. De la langue comme instrument de communication, l'anthropologie est passée à la langue structurant la culture et la pensée, une orientation fortement développée par l'anthropologie américaine³. Dans la pratique d'enquête, la langue devient un médium anthropologique et un outil d'enquête par excellence, c'est-à-dire une voie d'accès aux « contenus des pratiques » à partir de la rhétorique qui leur est particulière (Rey-Hulman & Kabakova 1994).

L'extension aux autres sciences sociales, telle la sociologie des méthodes de l'anthropologie qui marque la fin du « grand partage » (Lenclud 1992 : 9-37), a permis la déconstruction sociale du langage favorisant ainsi l'intégration du rapport enquêteur-enquêté dans la structure même du champ social. Mais la tradition de terrain tend à négliger certains faits de langage en les considérant en quelque sorte comme des évidences de la pratique d'enquête. Et l'anthropologie de l'interlocution (Masquelier & Siran 2000) rappelle avec intérêt la nécessité de revenir à la prégnance des contraintes interprétatives pesant sur les modalités de chaque situation d'enquête, c'est

1. Les différentes traditions nationales en anthropologie ont certes leur père fondateur, mais le plus cité reste Bronislaw Malinowski (voir, à ce sujet, G. W. STOCKING dans CÉFAÏ 2003 : 89-138 ; COPANS 1998 : chap. 1 et 5).
2. C'est pourquoi, dès le début, l'ethnologie et l'anthropologie vont s'intéresser à l'étude de la langue, à la grammaire et à la sémantique, puis, à partir du XX^e siècle, à la linguistique proprement dite.
3. Certes, il ne faut pas négliger le rôle joué par Bronislaw MALINOWSKI en Grande-Bretagne et Michel LEIRIS (1948) en France qui étudia la langue secrète des Dogon de Sanga.

dire que la problématique développée dans cet article n'est ni nouvelle ni vraiment originale. Toutefois, son intérêt réside ici dans la tournure même des « événements »⁴ dans une société de faible tradition nationale de recherche — la « science sociale gabonaise » étant en effet à l'état d'ébauche, comme le rappelle à juste titre Jean Copans dans sa préface à l'ouvrage de M.-N. Soumaho (2003 : 16) : « Les sciences sociales, malgré leurs prétentions à l'universalisme, sont enracinées dans de profondes traditions nationales [...]. Le Gabon est un tout nouveau venu et ses forces de travail sont encore limitées. »

La société gabonaise est plurilingue. Aucune langue autochtone ne parvient à s'imposer à tous comme langue nationale ; quant à la langue officielle (le français), elle n'offre pas une même égalité des chances dans les conditions d'accès. Il s'agit alors de faire de l'analyse même de la rhétorique des interviewés le terrain de notre étude. Pour ce faire, nous nous attachons donc aux pratiques langagières et attitudes linguistiques des enquêtés.

Pour montrer comment les « façons de parler » peuvent favoriser ou, au contraire, constituer un obstacle à la pratique du terrain et articuler les rapports de place en situation d'enquête, nous allons, dans un premier temps, présenter l'objet étudié, lequel livre l'expérience (débutante) d'une pratique d'enquête, dont les maladresses et les hésitations constituent paradoxalement des sources mêmes de réflexivité de la situation d'enquête et d'inventivité de la pratique du terrain.

Objet étudié et renouveau du terrain

L'étude a porté sur les pratiques des langues gabonaises (Ondo 2003). Le Gabon, comme la plupart des anciennes colonies françaises, a adopté le français comme langue officielle. S'il existe, par ailleurs, de nombreuses langues autochtones, aucune d'entre elles n'est parlée par l'ensemble des Gabonais, c'est pourquoi le français sert aussi de langue véhiculaire. À cette différence horizontale des systèmes linguistiques s'ajoute une différence verticale. Le français s'organise comme un système structuré de différences sociales puisque tous les Gabonais ne bénéficient pas d'un égal accès à cette « langue légitime » (Bourdieu 2001 : 92), ce qui produit et reproduit des styles linguistiques socialement différents. Mais, si la législation gabonaise exclut les langues autochtones de la sphère institutionnelle (Mba-Nkoghe 1996 : 18-22), les acteurs sociaux, quant à eux, les utilisent quotidiennement dans ces mêmes sphères. Cette « illégalité », répandue et vécue comme normale, tend d'ailleurs à devenir une norme sociale, c'est pourquoi

4. J.-L. SIRAN (1994 : 107-117) rappelle que le rapport entre l'ethnologue et ses informateurs — la situation d'interlocution — est un rapport social en acte où finalement « les énoncés ne sont pas des choses mais des événements ».

nous avons voulu comprendre le sens que les Gabonais donnent, par leurs pratiques, à l'usage des langues autochtones.

Le travail a donc consisté à questionner les langues gabonaises là où elles font socialement sens, c'est-à-dire les pratiques auxquelles elles donnent lieu et qui, en retour, constituent leur matérialité et assurent leur objectivation à travers une double gestion sociale : celle de leur rapport au français et celle de l'acte de parole considéré comme activité pratique. Cette mise en perspective visait à la fois les mécanismes sociaux de (re)production des langues gabonaises et les modalités de validation des usages de ces dernières, d'où l'intérêt porté aux champs politique et familial. Il s'agissait d'examiner la politique linguistique en tant que lieu de fixation de la norme des pratiques et, dans le même temps, de montrer comment le champ politique gère ces pratiques dans la lutte pour le pouvoir. Concernant le champ familial dont il sera question ici, l'étude a visé la transmission intergénérationnelle.

Les langues gabonaises ont été envisagées comme des produits de l'histoire. Leurs pratiques relèvent, de ce fait, des constructions sociales — objectives et subjectives — dans lesquelles le sens des usages des langues est fonction des motivations, des positions et dispositions du locuteur, ainsi que des situations d'interlocution et des enjeux de la sphère sociale définissant le registre d'action. Les pratiques des langues sont ainsi un lieu d'enchevêtrement de multiples stratégies qui leur confèrent un caractère pluriel et hétérogène les insérant dans un « réservoir de pratiques » (Amselle 1990) où elles apparaissent comme des composantes des stratégies d'action⁵.

Dans le cadre de notre enquête à Libreville, nous nous sommes adressés aux parents gabonais de souche — sinon l'un des parents au moins devait l'être. La population enquêtée était assez composite et linguistiquement et socialement hétérogène. La variable ethnique⁶ a été fondue dans celle du statut social, afin non seulement de porter l'analyse au niveau global ou national, mais aussi de saisir les mécanismes combinatoires des pratiques des langues et des ressources familiales disponibles. Nous nous sommes entretenus avec des familles issues de la classe dominante (membres du gouvernement, députés à l'Assemblée nationale, conseillers du président de la République, directeurs de sociétés parapubliques, hauts fonctionnaires de l'État...) et des familles populaires (personnes inactives, sans qualification, petits commerçants de quartier, petits salariés d'entreprises privées, petits fonctionnaires...).

5. Sur l'introduction des faits culturels dans l'action, voir SWIDLER (1986 : 273-285).

6. Même si Raymond MEYER (1992 : 39) constate que l'élément d'identification ethnique utilisé par les peuples du Gabon est la langue qu'il considère à cet effet comme l'entité englobant toutes les catégories de groupement, Florence BERNAULT (1996 : 58-59) montre que les autorités coloniales avaient créé des groupes qui avaient une réalité sur le plan linguistique ou régional, mais qui n'étaient pas forcément animés d'un sentiment de solidarité. On offrait ainsi à l'analyse politique coloniale de fausses évidences, ignorant à l'intérieur de chaque groupe les multiples liens et conflits claniques, lignagers ou, plus simplement, régionaux qui allaient jouer dans les groupements politiques.

Au cours de la pré-enquête réalisée à Libreville entre juillet et octobre 1997⁷, nous avons demandé aux parents quelle langue ils utilisent pour s'adresser à leurs enfants. Nous avons obtenu trois types de réponse qui présentaient en commun l'enjeu scolaire : i) en français ; ii) en français et en une ou des langue(s) gabonaise(s) ; iii) uniquement en langue(s) gabonaise(s).

Les premiers ont justifié l'usage du français par la recherche de la réussite scolaire ; les deuxièmes ont dit utiliser les langues gabonaises lors des discussions familiales et le français pour le suivi scolaire à la maison ; les derniers ont affirmé recourir exclusivement aux langues gabonaises car ils n'ont pas été scolarisés ou n'ont pas pu poursuivre des études supérieures. Nous avons donc centré la question des langues gabonaises au niveau de l'enjeu scolaire, puisque la compréhension et l'explication du sens de leur pratique semblaient passer par une lecture des pratiques éducatives familiales. La pratique des langues autochtones est ainsi devenue une « entrée » pour la connaissance des stratégies éducatives familiales (Ondo 2005).

Il sera question ici de l'entretien et de l'observation, autrement dit de l'« entretien ethnographique » (Beaud 1996). Sans prétendre à l'exhaustivité des problèmes qu'il soulève, nous voulons toutefois apporter une meilleure compréhension des difficultés engendrées par ce type d'étude au Gabon et des manières qu'il y a de les contourner. Comme nous l'avons déjà signalé, la production en sciences sociales est très faible dans le pays, ce qui a d'ailleurs suscité un appel en faveur d'une « recherche nationale » (Mbah 1987). La création aux éditions L'Harmattan de la collection « Recherches gabonaises » est présentée à cet effet comme « le témoignage d'un défi, celui de voir enfin s'édifier, *hic et nunc*, les bases scientifiques d'une véritable tradition de recherche » (Soumaho 2003).

Malgré de nombreuses années de voisinage dans un même département universitaire, l'anthropologie et la sociologie n'ont pas su profiter de leurs apports respectifs tant les enseignements étaient cloisonnés dans leurs filières⁸. Ainsi, la sociologie a entretenu dans bien des cas un rapport indirect au terrain en privilégiant l'analyse des contenus des manuels de lecture (Soumaho 1987) et l'enquête centrée sur les archives (Nze-Nguema 1998) ou en procédant par questionnaire (Mbah & Soumaho 1997). De plus, l'anthropologie, qui est porteuse d'une tradition ethnologique, tend à se réfugier dans

7. Je me suis entretenu avec 44 familles. L'enquête a été réalisée de juillet 1997 à mars 2001, avec quatre moments de présence effective sur le terrain : de juillet 1997 à février 1998 ; de juillet 1998 à mars 1999 ; d'août 1999 à mars 2000 ; de novembre 2000 à mars 2001. Il m'a fallu à chaque fois retourner en France pour renouveler mon titre de séjour et remplir les formalités nécessaires au maintien de ma bourse d'études, bourse qui m'a finalement été supprimée, sans préavis, par le gouvernement gabonais en 2000.

8. L'anthropologie constituait une filière du second cycle du département de sociologie à l'Université Omar-Bongo. En 1997, elle est devenue un département autonome.

le monde rural et à faire de l'ethnie son seul champ d'étude (Mbah 1987 : 54-69). Le reflux vers la sociologie des méthodes anthropologiques en vogue depuis quelques années⁹ permet de s'attacher à des aspects jusqu'à négligés des actions et interactions, et d'accéder à l'univers social et symbolique des acteurs en dégagant les logiques qui s'incarnent dans leurs comportements (Chapoulie 2000a, 2000b). Il introduit un autre rapport au terrain caractérisé par un face-à-face entre enquêteur et enquêté, face-à-face qui oblige le chercheur à considérer les conditions dans lesquelles il obtient les réponses à ses questions, c'est-à-dire finalement à considérer les interactions possibles en situation d'enquête.

Fortune et infortune de la rhétorique dans la demande d'entretien

Pour enquêter en milieu dominant, nous avons tout d'abord négocié les entretiens sur les lieux de travail envisagés comme sites de repérage des enquêtés. Or, les formalités administratives exigées pour obtenir une entrevue ont été handicapantes. Les réponses aux demandes d'entretien débouchaient le plus souvent sur un refus, tantôt systématique : « Je suis très occupé », tantôt subtil. Parfois aussi, la personne sollicitée se dérobait en nous réorientant vers un conseiller ou un attaché de cabinet qui, la plupart du temps, ne manquait pas de nous dire : « Il est mieux pour vous d'utiliser le questionnaire comme l'a fait untel, et il [son patron] pourra vous le remplir. » Ces propos révèlent deux problèmes. Le premier a trait à une confusion entre l'investigation sociologique, visant, à partir des pratiques observées et de la parole recueillie, à expliquer les logiques sociales, et l'entreprise journalistique — à laquelle les enquêtés se sont accoutumés — qui livre l'opinion d'une haute personnalité sur un problème de société. Le refus d'entretien est alors une façon de protéger sa vie privée et de se prémunir contre les mauvais usages réservés parfois à la parole recueillie.

Le second problème concerne la disqualification du chercheur due à une inversion du rapport enquêteur-enquêté, ce dernier prétendant mieux maîtriser les présupposés épistémologiques qui orientent le choix du questionnaire ou de l'entretien. Cette attitude est révélatrice de la prétention propre à l'enquêté à s'imposer à l'enquêteur (Chamboredon *et al.* 1994). Au cours d'un entretien avec le secrétaire général d'un ministère, entretien négocié par l'un de ses collaborateurs qui est notre oncle, l'enquêté nous explique, sitôt les présentations faites, qu'il considère comme inutiles les études sociologiques : « Il faut faire de vraies études, l'informatique, la gestion, l'économie... Des études qui répondent aux besoins concrets des gens. Vous savez, il faut que le Gabon se développe. » Cherchant à prouver que tout un chacun peut entreprendre des recherches sociologiques, il chercha à disqualifier

9. C'est ce que nous avons constaté lors du premier séminaire de printemps des doctorants gabonais en sociologie, organisé à Amiens en avril 2001.

notre profession, voire nos compétences en la matière : « Tiens, je vais même améliorer tes hypothèses ! », hypothèses qu'il ne connaissait bien évidemment pas ! Ce docteur en économie affirma avoir lui aussi fait des études de sociologie en années de DEUG et s'engagea dans une présentation erronée de la sociologie durkheimienne que nous corrigeâmes tout en évitant de heurter sa sensibilité.

Les enquêtés pouvaient également décider de nous accorder un entretien entre deux rendez-vous, prétextant passer peu de temps à leur domicile, nous privant ainsi de la possibilité d'observer la gestion domestique de la scolarisation et d'évaluer la compétence des enfants en matière de langues autochtones. Toutefois, ces entretiens ont mis en évidence la logique ambivalente des enquêtés ou, pour reprendre l'expression de Bernard Lahire (2002 : 27), le « jeu d'un cacher-montrer », à savoir l'enquêté accepte l'entretien sans en accepter pour autant les règles, c'est-à-dire de jouer totalement le jeu. Les réponses brèves et une certaine « agitation » invitant à procéder rapidement constituent une forme de rétention d'informations par laquelle l'enquêté reste sur ses gardes et se censure. Pourtant, il tentera de tirer un profit symbolique de la situation d'enquête, légitimant ainsi auprès de son entourage l'étendue de sa notoriété. En effet, la présence du chercheur est présentée comme une marque de reconnaissance du monde scientifique vis-à-vis de sa personne. L'enquêté ne manquera donc pas de signaler à un collaborateur entrant dans son bureau ou aux personnes avec lesquelles il s'entretient au téléphone qu'« un jeune Gabonais préparant son doctorat en France et venu au Gabon pour ses recherches » l'a sollicité pour un entretien.

Nous avons donc décidé de nous rendre directement dans les « beaux quartiers » de la capitale : Batterie IV, Charbonnages, Damas. Cette démarche visait, cette fois, à négocier les entretiens dans un face-à-face direct avec les enquêtés. Mais, là aussi, il fallut se présenter au gardien qui devait signaler notre présence au « patron ». Souvent, on nous fit part de l'indisponibilité de « Madame » ou de « Monsieur », ce qui laissait penser que des consignes avaient été données à l'avance. Il est courant que le gardien de la propriété d'une haute personnalité, son cuisinier, son jardinier et même son chauffeur soient des allochtones, généralement des Ouest-Africains, avec qui il est impossible d'utiliser une langue autre que le français pour expliquer l'objet de notre visite. Nous étions donc tributaire du niveau de compétence en français du personnel domestique, lequel ne garantissait pas la transmission exacte de la raison de notre visite : « *Misié vous vouli quoi ?* » (« Monsieur que puis-je pour vous ? ») ; « *Patron na pas là hein* » (« Le patron est absent en ce moment »). Dès lors, ce faible niveau d'expression du personnel domestique est un mode particulier de distanciation sociale faisant obstacle à la recherche.

Dans une société où les relations sociales et symboliques (la parenté, l'appartenance régionale, ethnique ou à des rites ésotériques) jouent un rôle important dans l'accès ou le maintien aux positions dominantes (étatiques),

le recours aux allochtones permet de préserver sa vie domestique du regard des autres Gabonais dont la critique pourrait compromettre les relations de clientèle avec son groupe d'appartenance. Aussi la présence du chercheur peut-elle être vécue comme une curiosité menaçant les privilèges, en révélant ce que « tout le monde ne sait pas » ou en confirmant ce que « tout le monde sait ». La nécessité pour une personne de protéger sa vie privée et son image sociale conduit à gérer le « refus de recevoir » sur le mode d'un malentendu¹⁰. On évoque alors la compétence minimale en français du personnel domestique : « Ce n'est pas ce que j'ai cru comprendre. Vous savez, mon gardien ne s'exprime pas bien en français. »

En choisissant, du coup, de formuler les demandes par écrit, le personnel domestique nous répondait souvent : « Patron a dit qu'il ne vous connaît pas. » Ce type de réponse aiguïsa notre curiosité sur le sens à attribuer au verbe « connaître »¹¹. En confrontant les cas de réponses positifs et négatifs des personnes sollicitées, nous nous sommes aperçu que la consonance fang du nom « Ondo » constituait un obstacle à notre travail en milieu non fang¹². La différence ethnique se complique ici des enjeux politiques locaux¹³. L'enquêté ne trouve aucun avantage à nous accorder un entretien car, n'appartenant pas à la même ethnie ou à la même région que lui, nous ne présentons donc aucune contrepartie intéressante à ses ambitions politiques. Ainsi, Monsieur Ovono¹⁴, que nous avons trouvé allongé sur un canapé, nous confia sa volonté de participer à cet entretien mais, poursuivit-il, son état de santé ne le lui permettait pas. Cet ancien membre du gouvernement demanda le nom de notre village natal (nous sommes de la même région), il nous parla ensuite du parti qu'il avait créé en nous incitant à y adhérer. C'est au cours de cette conversation que son épouse, rentrant du travail, entra dans la pièce. Monsieur Ovono nous la présenta et, dans la foulée,

10. Le malentendu peut aussi constituer une source intéressante pour l'enquêteur (voir PALOMARES & TERSIGNI 2001 : 5-26).

11. Cette attitude est révélatrice d'une enquête de l'enquêté effectuée sur l'enquêteur. Il veut savoir qui est exactement l'enquêteur, d'où il vient, ce qu'il cherche. Il tente ainsi de trouver des indices sur son origine ou statut social, ses opinions politiques, son appartenance ethnique... En cela, l'origine du nom est un bon indicateur.

12. L'ethnie fang parle la langue fang qui fait partie de la famille des langues dites bantu. Son code est A75 et comprend les parlers atsi, makè, mvai, ntu mu, nzaman, okak. Le fang est la langue autochtone la plus parlée, avec 258 601 locuteurs, soit un peu plus de 25 % de la population du pays (recensement général de 1993). Il est parlé dans la région du Nord, du Nord-Est et la région de l'estuaire.

13. L'une des productions ethniques dominantes au Gabon repose sur l'opposition Fang/non-Fang, porteuse d'une autre opposition Nord/Sud. C'est ce que reprend, en substance, le titre provocateur de l'article de G. ROSSATANGA-RIGNAULT (1993), « Faut-il avoir peur des Fang ? De la démocratie et de l'ethnisme au Gabon ». En analysant les relations interethniques au Gabon au XIX^e siècle, N. METEGUE N'NAH (1984) montre que les rivalités actuelles ne sont pas des faits anciens, mais qu'elles sont plutôt liées aux nouveaux enjeux.

14. Les noms utilisés ici sont des pseudonymes.

se mit à parler de la scolarisation de ses enfants. C'est ainsi que nous avons pu finalement réaliser un entretien avec ce couple.

Il ne suffit donc pas de décliner son identité de chercheur pour que les portes s'ouvrent ou que les langues se délient. Les enquêtés ne sont pas dépourvus de toute arrière-pensée, ce ne sont pas non plus des personnes qui n'auraient rien à cacher et qui livreraient au premier venu le récit de leurs pratiques éducatives et linguistiques. L'offre de parole dépend largement de données objectives, telles que l'origine sociale, la nature de la recherche ou l'institution représentée, mais aussi, et même davantage, des caractéristiques immédiatement perceptibles, telles que l'âge, le sexe, la couleur de la peau ou encore, comme ce fut le cas ici, de la langue et de la consonance du nom. Ces caractéristiques qui forgent les représentations de l'enquêté vis-à-vis de l'enquêteur peuvent faciliter ou au contraire entraver le travail de terrain. Cela exige donc du chercheur de réfléchir à une « politique du terrain » à adopter (Olivier de Sardan 1995).

En optant pour des rencontres fortuites dans des lieux de convivialité (cérémonies familiales et amicales, bars, terrains de sport...) afin d'enquêter en milieu populaire, l'appartenance ethnolinguistique s'est révélée déterminante dans la négociation des entretiens. Ceux-ci ont été plus faciles à obtenir dès lors que les personnes s'exprimaient en fang sur des problèmes liés à l'éducation et aux langues, et que nous manifestions notre intérêt pour ces sujets-là tout en parlant le fang.

Lors de notre passage dans le quartier Atong Abè, nous avons rencontré Madame Nfono accompagnée de trois enfants qu'elle venait chercher à la sortie de l'école. Ces enfants paraissaient être des triplés. Cette veuve nous affirma, avec une certaine fierté, que deux d'entre eux étaient ses petits-enfants et qu'elle les élève grâce à son petit commerce au marché de Mont-Bouët. Pour pouvoir approfondir cette conversation qui semblait ne pas lui déplaire, nous lui avons demandé de nous accorder un entretien, ce qu'elle refusa, prétextant manquer de temps. Puis, nous voyant entamer une conversation avec l'une de nos connaissances auprès de qui nous prenions des nouvelles de sa famille, Madame Nfono s'approcha et nous dit en fang : « Alors tu es fang, tu aurais dû me le dire ! » Notre précédente conversation s'était tenue en effet en français, et nous avions omis de décliner notre identité lorsque nous nous sommes présenté à elle comme chercheur. Finalement, deux jours plus tard, nous avons pu réaliser l'entretien. Nous avons sans doute bénéficié du crédit symbolique de notre connaissance avec qui notre enquêtée entretient d'excellentes relations. Mais, il est indéniable que le fait de nous avoir entendu parler fang lui a permis de se sentir proche de nous, une proximité symbolique et sociale (le fait d'être fang) inspirant confiance et favorisant en cela un échange de paroles. La réserve ou la disponibilité des enquêtés peut ainsi dépendre du sentiment de distance ou de proximité généré par la langue utilisée.

Rhétorique et rapports de place en situation d'enquête

Dans des sociétés où le « marché » linguistique s'est fortement unifié autour d'une langue unique, le rapport enquêteur-enquêté dépend de la relation objective de chacun avec cette langue considérée dans son usage légitime en tant qu'étalon des pratiques langagières. Cette relation objective est la traduction, dans l'ordre linguistique, de la position occupée dans la sphère sociale. Le rapport enquêteur-enquêté prend la forme d'un affrontement symbolique entre positions sociales au travers des pratiques linguistiques en tant que manifestation d'un « habitus linguistique », à savoir une dimension de l'« habitus de classe » (Bourdieu 2001) structurant les perceptions des agents sociaux — la compétence linguistique étant une dimension de l'« hexis corporel » (*ibid.*). Les enquêtes menées dans la grande bourgeoisie française (Pinçon & Pinçon-Charlot 1991, 2002) montrent ce que la situation d'enquête peut devoir aux dispositions socialement différentes entre enquêté et enquêteur. Ce dernier, perçu comme modeste de par son origine sociale, doit faire preuve « de maintien et de correction », tandis que l'enquêté versera dans une euphémisation de la distance sociale.

L'une des particularités de la bourgeoisie gabonaise est qu'elle tient sa position dominante de sa présence dans la sphère étatique : la bourgeoisie d'État. Contrairement à la haute bourgeoisie française par exemple, certains de ses membres ne cumulent pas différentes espèces de capitaux (économique, sociale, et surtout, culturelle et symbolique). Certains doivent même leur appartenance à cette classe aux relations de parenté, d'amitié ou de confrérie initiatique avec le chef de l'État¹⁵, et non à des compétences scolaires certifiées. Ils présentent donc des dispositions linguistiques semblables à celles des classes populaires¹⁶. La « fraction intellectuelle », quant à elle, verse, pour s'en démarquer, dans une hypercorrection du français¹⁷ — une manière de s'approprier ce qui caractérise la pratique linguistique du dominant.

En milieu populaire, on s'accorde sur le caractère illégitime de l'enquêté lié au sentiment d'une position sociale inférieure à celle de l'enquêteur (Beaud & Weber 1998 ; Mauger 1991 ; Mauger & Fossé-Poliak 1983 ; Pialoux & Corouge 1984, 1985). Au cours des négociations d'entretiens, les parents d'élèves ne manquaient pas de nous dire : « C'est vous les intellectuels qui devez nous dire ce qu'il faut faire », estimant ne pas être des interlocuteurs tout à fait indiqués pour parler de la scolarisation des enfants.

15. Un dignitaire politique de la région du Nord avait l'habitude de dire à ses adversaires en fang, mot à mot : « C'est moi qui vois la nudité du Blanc », autrement dit : « C'est moi l'intime du chef. » Il ajoutait : « Tant que Bongo sera président, je serai toujours ministre d'État. »

16. Le billet « Makaya » du quotidien gouvernemental *L'Union* illustre ce langage.

17. Un ancien Premier ministre incarne assez bien ce style langagier, ce qui lui vaut notamment le surnom de « Jacky mille encyclopédies ».

Cette perception négative de soi s'est traduite en situation d'enquête par un sentiment d'insécurité et d'anxiété, par des troubles de langage, donnant lieu à des fuites dans le silence. Nombre de nos entretiens se sont ainsi transformés en un jeu de question-réponse, brisant la logique de la conversation qui fonde l'entretien.

Pourtant, il ne faut pas conclure systématiquement à la passivité des classes populaires dans laquelle la sociologie de la légitimation de Pierre Bourdieu tend à enfermer leurs pratiques. Certains enquêtés recourent à une (dé)négation de la distance sociale et culturelle qui les sépare du chercheur en utilisant d'autres ressources, ici une langue locale ou l'appartenance ethnique. En effet, Madame Nkoghe, épouse d'un maréchal des logis de gendarmerie, accepta de nous accorder un entretien à condition que celui-ci se déroulât en fang. On peut donc y voir une volonté de s'exprimer dans une langue où le degré de compétence est plus élevé, car l'enquêtée n'a été scolarisée que jusqu'en classe de sixième. Cependant, le choix de la langue fang est aussi une façon de ne plus percevoir l'enquêté comme un « long crayon » parlant le « gros français », mais comme celui avec qui on a des affinités¹⁸. Sans prétendre à une idéalisation des cultures populaires, cet exemple montre l'hétérogénéité des pratiques populaires et contrecarre l'homogénéité prétendue de ces classes (Grignon & Passeron 1989).

L'attitude des enquêtés dépend en fait des dispositions acquises au cours de leurs multiples expériences socialisatrices. Dans une société plurilingue comme celle du Gabon, les rapports de place en situation d'enquête ne sont pas seulement déterminés par le rapport à la langue officielle qu'est le français, ils se construisent aussi dans une relation objective et subjective avec les langues autochtones. Par sa présence exclusive dans la sphère institutionnelle, le français induit un sens subjectif, renvoyant aux perceptions que les acteurs sociaux ont de cette langue dans l'histoire des institutions qui légitiment sa domination. Or, cette histoire est celle de la colonisation. Les efforts d'« appropriation du français » (Feral & Gandon 1994) n'ont pas fait oublier qu'il s'agit de la « langue du Blanc », la langue héritée de l'ex-colonisateur et qui, de ce fait, n'a ni rapport, ni attache avec les traditions ancestrales, une valeur que l'on reconnaît en revanche aux langues autochtones (Ngalasso-Mwatha 2000 : 76-83). Ces dernières sont appelées « vraies langues » ou simplement « langue » dans l'expression « parler en langue » comme si le français n'en était pas une.

Dans les interactions quotidiennes, le rapport endogène (langues autochtones)/exogène (français) prend une autre consonance : familier/inconnu, c'est-à-dire le caractère inconnu de ce qui est étranger. Mademoiselle Ikapi, que nous avons rencontrée, est secrétaire dans un ministère ; elle a un niveau d'études de quatrième suivi d'une formation dans un centre privé. Son fils, Alain, a été recalé au concours d'admission en sixième. Pour lui trouver

18. Cela montre que les rapports de place en situation d'enquête ne sont pas figés.

une place dans un établissement secondaire public, cette mère célibataire sollicite l'aide de sa cousine Rachel pour l'établissement d'un carnet de notes qui reverrait à la hausse le niveau scolaire de l'enfant. Pour formuler sa demande, Mademoiselle Ikapi s'exprime en éshira. À la question « Pourquoi vous lui avez parlé en cette langue ? », elle répond : « Vous voulez que je lui parle quoi, le français ? Rachel n'est pas une étrangère pour moi pour que je parle le français. Nous parlons aussi le français mais si je veux qu'elle comprenne vraiment... c'est-à-dire que quand c'est important pour moi, on parle en langue, l'éshira. » Cette réponse, relevée chez la plupart de nos enquêtés, montre que le français est la langue que l'on parle à un inconnu, alors que les langues autochtones sont utilisées avec les proches. L'usage des langues locales permet ainsi de ne pas gérer la demande de services de façon impersonnelle. Et pour donner une force de persuasion au discours, il faut alors « bien parler », c'est-à-dire utiliser une langue qui maintienne le secret des pratiques illégales, tout en présentant le caractère nécessaire, voire obligatoire, de cette illégalité.

Chez la famille Ndong, nous avons remarqué que leur fille, présente ce jour-là à la maison (les autres enfants étaient scolarisés à l'étranger), répondait en français lorsque ses parents lui parlaient en fang. Nous avons voulu savoir pourquoi. La mère nous répondit que sa fille utilise généralement le français en présence des personnes qu'elle ne connaît pas. Comme pour rassurer sa fille, elle lui dit alors en fang : « Tu ne connais pas Philibert¹⁹ ? Mais c'est ton frère²⁰ ! » Sitôt après, la jeune fille nous répondit en fang lorsque nous lui avons demandé de parler de ses études, une tactique permettant d'évaluer son degré de compétence en fang. Il ressort de cette observation que le choix de la langue opéré par l'enquêté dépend de la nature des relations préexistant à la situation d'enquête. L'enquêté peut alors choisir la langue de « mise à distance », ici le français, ou la langue de rapprochement, à savoir les langues autochtones, sinon les deux en même temps comme le firent Monsieur et Madame Ndong qui utilisèrent alternativement le fang et le français alors que nous nous efforcions de mener l'entretien en français pour paraître ni « trop proche », ni « trop éloigné » (Bensa 1995).

L'usage alterné du français et du fang est révélateur de la mobilisation d'une double identité des enquêtés dans leur rapport à l'enquêteur. Par l'usage du français, les enquêtés mettent en valeur leur statut de cadre. Monsieur Ndong est directeur d'une société parapublique et son épouse est infirmière d'État et chef de service au centre hospitalier de Libreville. En mobilisant leur identité d'« intellectuel » qu'ils affirment par leur vocabulaire et la rhétorique déployée, ces enquêtés montrent qu'ils ont fait des études supérieures et qu'ils sont disposés à parler d'égal à égal avec un

19. Surnom par lequel nous sommes plus connu dans notre village natal, certains utilisent le diminutif « Philo ».

20. Madame Ndong est une cousine de notre défunte mère.

chercheur. Mais le chercheur est aussi perçu comme un parent, il faut alors marquer cette relation par un « symbole fort » rappelant les liens et les propriétés indivises que l'on partage avec lui. En usant ainsi de la langue fang, les enquêtés nous ramènent à notre univers commun (fang) comme lieu de savoirs partagés qu'ils redéfinissent à la fois pour eux-mêmes comme univers de justification de leurs pratiques éducatives, et pour le chercheur comme univers d'interprétation de ces pratiques. Au sujet de la scolarisation de ses enfants, Madame Ndong nous rapporte en fang ces propos de son père : « Mon père nous disait que le Gabon est comme du gibier d'éléphant, et l'école est le chemin qui y conduit, c'est elle qui te permettra d'aller couper ton morceau. C'est dire que l'école c'est la vie. » Madame Ndong indexe ici son origine sociale paysanne et fait de cette métaphore pédagogique un mode d'expression fang des perceptions scolaires (Nyangone Obiang 1998). Cette expression montre aussi la pratique éducative d'une catégorie sociale, les illettrés, dont l'action éducative repose pour l'essentiel sur la rhétorique, ici la métaphore, comme moyen pédagogique permettant de faire prendre conscience à l'enfant de la nécessité de l'école.

*

La tradition de recherche au Gabon est naissante. Le rapport au terrain que cette situation implique nécessite, au-delà des clivages épistémologiques traditionnels en sciences sociales, une réflexion sur les moyens d'investigation empirique et leur ancrage dans les logiques sociales locales. À travers les conditions sociales et linguistiques d'enquête à Libreville, il a donc été question de l'usage de l'entretien ethnographique. L'analyse visait à montrer la difficulté qu'il y a à accéder aux enquêtés. Les obstacles rencontrés dans l'administration et en milieu domestique révèlent la complexité des rapports de force dans la société gabonaise. Non seulement le rapport à l'école ne suffit pas à distinguer les membres de la classe dominante de ceux des classes populaires, mais il ne garantit pas au chercheur l'offre de parole. Celle-ci dépend certes de l'appartenance sociale, mais surtout des appartenances ethnique, régionale, politique que l'enquêté tente de découvrir à travers la consonance du nom, la langue gabonaise parlée et même l'accent de l'enquêteur. L'identité ainsi assignée au chercheur peut faire la bonne ou mauvaise fortune du travail de terrain. Celui-ci doit alors inventer sans cesse les moyens d'accéder aux enquêtés en mobilisant les réseaux de solidarité : les relations personnelles, les amis, les parents, les voisins.

Les échanges entre le chercheur et les enquêtés reproduisent ces rapports de force et d'alliance par une gestion ambivalente des systèmes linguistiques. Le français, langue officielle, est utilisé par les enquêtés comme langue de préservation de l'anonymat et de la vie privée, langue de mise à distance et d'affirmation de l'identité d'intellectuel. La langue gabonaise,

le fang en l'occurrence, devient la langue d'identification ethnique et régionale, qui masque l'incompétence de l'enquêté en français, la langue d'affirmation de la parenté et de mise en confiance. Cette manipulation de l'outil linguistique révèle un génie social que nourrit la vivacité de la tradition orale, capable de faire d'une langue gabonaise un moyen de (dé)négarion de la distance sociale et culturelle.

Université Picardie Jules-Verne, Amiens.

BIBLIOGRAPHIE

AMSELLE, J.-L.

1990 *Logiques métisses. Anthropologie de l'identité en Afrique et ailleurs*, Paris, Payot.

BEAUD, S.

1996 « L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l'entretien ethnographique », *Politix*, 35 : 226-257.

BEAUD, S. & WEBER, F.

1998 *Guide de l'enquête de terrain. Produire et analyser des données ethnographiques*, Paris, La Découverte.

BENSA, A.

1995 « De la relation ethnographique à la recherche de la juste distance », *Enquête*, 1 : 131-140.

BERNAULT, F.

1996 *Démocraties ambiguës en Afrique centrale, Congo-Brazzaville, Gabon, 1940-1965*, Paris, Karthala (« Les Afriques »).

BOURDIEU, P.

2001 *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Éditions du Seuil.

CÉFAÏ, D.

2003 *L'enquête de terrain*, Paris, La Découverte-MAUSS (« Recherches »).

CHAMBOREDON, H., PAVIS, F., SURDEZ, M. & WILLEMEZ, L.

1994 « S'imposer aux imposants. À propos de quelques obstacles rencontrés par des sociologues débutants dans la pratique et l'usage de l'entretien », *Genèses*, 16 : 114-132.

CHAPOULIE, J.-M.

2000a « Enseigner le travail de terrain et l'observation : témoignage sur une expérience (1970-1985) », *Genèses*, 39 : 138-155.

2000b « Le travail de terrain, l'observation des actions et des interactions, et la sociologie », *Sociétés contemporaines*, 40 : 5-27.

COPANS, J.

1998 *L'enquête ethnologique de terrain*, Paris, Nathan (« 128 »).

FERAL, C. & GANDON, F.-M. (dir.)

1994 « Le français en Afrique noire ; faits d'appropriation », *Langue française*, 104.

GRIGNON, C. & PASSERON, J.-C.

1989 *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, EHESS-Gallimard-Éditions du Seuil.

LAHIRE, B.

2002 *Portraits sociologiques. Dispositions et variations individuelles*, Paris, Nathan.

LEIRIS, M.

1948 *La Langue secrète des Dogons de Sanga (Soudan français)*, Paris, Institut d'ethnologie de l'Université de Paris (« Travaux et mémoires de l'Institut d'ethnologie »).

LENCLUD, G.

1992 « Le grand partage ou la tentation ethnologique », in G. ALTHABE, D. FABRE & G. LENCLUD (dir.), *Vers une anthropologie du présent, mission du patrimoine ethnologique*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'Homme : 9-37.

MASQUELIER, B. & SIRAN, J.-L. (dir.)

2000 *Pour une anthropologie de l'interlocution. Rhétoriques du quotidien*, Paris, L'Harmattan (« Logiques sociales »).

MAUGER, G.

1991 « Enquêter en milieu populaire », *Genèses*, 6 : 125-143.

MAUGER, G. & FOSSÉ-POLIAK, C.

1983 « Les loubards », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 50 : 49-67.

MBAH, J.-F.

1987 *La recherche en sciences sociales au Gabon*, Paris, L'Harmattan (« Logiques sociales »).

MBAH, J.-F. & SOUMAHOU, M.-N.

1997 *La question du mariage en milieu universitaire au Gabon*, Libreville, CERGP-Éditions Udégiennes.

MBA-NKOGHE, J.

- 1996 « Place et utilité des langues gabonaises dans l'activité nationale », *Message*, 5 : 18-22.

METEGUE N'NAH, N.

- 1984 *Lumière sur points d'ombre. Contribution à la connaissance de la société gabonaise*, Langres, Imprimerie Guériot.

MEYER, R.

- 1992 *Histoire de la famille gabonaise*, Saint-Maur, Sépia.

NGALASSO-MWATHA, M.

- 2000 « Autochtones ou coloniales : les langues en Afrique », *Panoramique*, 48 : 76-83.

NYANGONE OBIANG, S.

- 1998 *L'Éducation des enfants chez les Fang : les pratiques traditionnelles et leur évolution*, Thèse de doctorat en ethnologie, Nice, Université de Nice.

NZE-NGUEMA, F.-P.

- 1998 *L'État au Gabon de 1929 à 1990. Le partage institutionnel du pouvoir*, Paris, L'Harmattan (« Études africaines »).

OLIVIER DE SARDAN, J.-P.

- 1995 « La politique du terrain sur la production des données en anthropologie », *Enquête*, 1 : 71-109.

ONDO, P.

- 2003 *Pratiques des langues gabonaises et enjeux sociaux. Luttres politiques-scolarisation-identités*, Thèse de doctorat en sociologie, Amiens, Université Picardie Jules-Verne.
- 2005 « Langues et scolarisation au Gabon. Les stratégies éducatives des familles librevilloises », *Éducation et sociétés plurilingues*, 18 : 89-100.

PALOMARES, E. & TERSIGNI, S.

- 2001 « Les rapports de place dans l'enquête : les ressources du malentendu », *Langage et société*, 97 : 5-26.

PIALOUX, M. & COROUGE, C.

- 1984 « Chroniques Peugeot », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 52-53 : 88-95 ; 54 : 57-69.
- 1985 « Chroniques Peugeot », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 57-58 : 108-128 ; 59 : 72-74.

PINÇON, M. & PINÇON-CHARLOT, M.

- 1991 « Pratique d'enquête dans l'aristocratie et la grande bourgeoisie : distances sociales et conditions spécifiques de l'entretien semi-directif », *Genèses*, 3 : 120-133.
- 2002 *Voyage en grande bourgeoisie. Journal d'enquête*, Paris, PUF (« Quadrige »).

REY-HULMAN, D. & KABAKOVA, G. (dir.)

1994 « L'anthropologue face à la langue », *Journal des anthropologues*, 57-58.

ROSSATANGA-RIGNAULT, G.

1993 « Faut-il avoir peur des Fang ? De la démocratie et de l'ethnisme au Gabon », *Droit et culture*, 26 : 235-256.

SIRAN, J.-L.

1994 « Les énoncés ne sont pas des choses mais des événements », *Journal des anthropologues*, 57-58 : 107-117.

SOUMAHO, M.-N.

1987 *Objectif de l'enseignement primaire et contenu des manuels de lecture. Contribution à une étude du curriculum au Gabon*, Thèse de doctorat de 3^e cycle en sciences de l'éducation, Paris, Université Paris-V.

2003 *Éléments de méthodologie pour une lecture critique*, Paris, L'Harmattan ; Libreville, CERGEPE Éditions (« Recherches gabonaises »).

SWIDLER, A.

1986 « Culture in Action : Symbols and Strategies », *American Sociological Review*, 51 (2) : 273-285.

RÉSUMÉ

Cet article rend compte des conditions d'une enquête menée au Gabon sur les pratiques langagières chez les familles populaires et bourgeoises. Il montre les difficultés qu'il y a à accéder aux enquêtés dans l'administration et en milieu domestique, et comment il est possible de les contourner. Il montre aussi les jeux sociaux découlant de la situation d'enquête autour des rapports de place. Ces rapports ne sont pas seulement structurés par la relation objective à l'école. À travers l'origine du nom, la langue parlée et l'accent du chercheur, l'enquêté tâche de déceler ses appartenances ethnique, régionale, politique et sociale, ce qui lui permettra ainsi d'articuler sa relation à l'enquêteur. Il utilisera alors soit une langue de mise à distance (le français) ou de rapprochement (une langue gabonaise), soit les deux en même temps pour marquer ses identités plurielles et ses positionnements multiples par rapport au chercheur. Cette réflexion révèle finalement la complexité des rapports de force et d'alliance dans la société gabonaise.

ABSTRACT

Rhetoric and Fieldwork Practice: Sociolinguistics Conditions of Fieldwork Inquiries in Libreville, Gabon. — This article describes the sociolinguistic conditions of an enquiry conducted in Gabon on language practices amongst working- and middle-class households. It illustrates the difficulties in accessing interviewees in the administration and in domestic circles, and the possible ways of avoiding these difficulties. It also shows the social games around spatial relationships that appear as a result of these enquiry situations. These relationships are not only structured through the objective relationship to education. Through the origin of the researchers' names,

the language they speak and their accent, interviewees try to make out their ethnic, regional, political and social belongings, which will enable them to articulate their relationship with the researchers. Consequently interviewees will use either a language of distancing (French) or a language of rapprochement (a Gabonese language), or even both at the same time to demonstrate their plural identities and multiple positionings in relation to the researchers. Finally this reflection illustrates the complexity of the balance of power and alliance in the Gabonese society.

Mots-clés/Keywords : Gabon, Libreville, administration, enquête, enquêteur-enquêté, entretien, familles, langage, observation, obstacles, rapports de place/*Gabon, Libreville, administration, interviews, interviewers-interviewees, families, language, observation, obstacles, spatial relationships.*